



Appels à communication pour les STAIMS

ST-AIMS 6 : Les collectifs d'organisations à l'échelle territoriale et la transition écologique et solidaire : méta-organisations, clusters et écosystèmes d'innovation

Responsables

Renou, Sandra (Univ Paris-Est Créteil, IRG, Créteil) - sandra.binot-renou@u-pec.fr

Saniossian, Jennifer (Université de Lille, IAE Lille, Lumen, Lille) - jennifer.saniossian@gmail.com

Duprat, Lola (Aix Marseille Univ, CNRS, LEST, Aix-en-Provence) - lola.duprat@univ-amu.fr

Gadille, Martine (Aix Marseille Univ, CNRS, LEST, Aix-en-Provence) - martine.gadille@univ-amu.fr

Mots-clés : méta-organisations, territoire, transition écologique et solidaire, écosystèmes d'innovation.

Appel à communications

Les collectifs d'organisations rassemblent et impliquent un ensemble d'organisations différentes, tant sur le plan de leur nature (publique ou privée, à but lucratif ou non) que de leurs activités, autour d'un problème commun, menant à des stratégies collectives (Astley et Fombrun, 1983) et allant parfois jusqu'à la création d'une structure organisationnelle distincte. Les collectifs d'organisations permettent à ces dernières de se réunir afin de partager des ressources économiques, politiques, stratégiques mais aussi relationnelles (Dyer et Singh, 1998). Ces collectifs d'organisations favorisent ainsi l'action collective inter-organisationnelle, tout en permettant à chaque organisation impliquée de conserver son autonomie et son intérêt propre.

Les collectifs d'organisations réunis autour d'un même sujet font aujourd'hui l'objet d'un engouement croissant, qui se manifeste sur le plan empirique par une grande diversité de formes et statuts juridiques : associations loi 1901, coopératives (Valiorgue, 2020), syndicats professionnels et fédérations d'entreprises (Dumez et Renou, 2020), et plus récemment sociétés coopératives d'intérêt collectif (Duprat, 2020) ou pôles territoriaux de coopération économique (Saniossian, 2020). Sur le plan théorique, ces collectifs peuvent être observés comme des méta-organisations, c'est-à-dire des organisations dont les membres sont eux-mêmes des organisations (Ahrne et Brunsson, 2005, 2008), situées à un niveau intermédiaire entre les organisations et l'environnement (Leys et Joffre, 2014) et qui traitent collectivement de questions auxquelles les organisations ne peuvent répondre seules (Berkowitz & Dumez, 2016).

Au-delà des formes institutionnalisées d'action collective, telles que les méta-organisations, se multiplient également aujourd'hui les collectifs d'organisations sous des formes spontanées d'action. En effet, diverses initiatives collectives ne se sont pas dotées



d'une forme juridique ou d'une structure de gouvernance, telles que les clusters industriels, les réseaux, les projets collectifs de territoire, les écosystèmes d'innovation sociale (Besançon *et al.*, 2017), ou les tiers-lieux (Scaillerez, et Tremblay, 2017).

Plus particulièrement, ces collectifs d'organisations s'engagent régulièrement en faveur de la transition écologique et solidaire, entendue comme « une transformation fondamentale vers des modes de production et de consommation plus durables » (Markard, Raven et Truffer, 2012), visant autant la soutenabilité environnementale que sociale. Face à l'ampleur de ces enjeux, parfois qualifiés de "*grand challenges*" (George *et al.*, 2016 ; Howard-Grenville, 2021), se multiplient les appels à plus de coordination, de coopération et d'action collective globale, dans une économie mondialisée. Pour les collectifs d'organisations, l'intégration de la question de la transition écologique et solidaire peut correspondre à des temporalités et des dynamiques différenciées. En effet, les enjeux et les négociations ne seront pas les mêmes si le collectif d'organisation est créé pour répondre directement à des objectifs de transition écologique, ou s'il a été créé sur d'autres objectifs économiques ou sociaux et qu'une partie des acteurs cherchent à intégrer des objectifs de transition.

Les collectifs d'organisations constituent également un point de rencontre entre pouvoirs publics et organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS) autour d'enjeux d'innovation sociale (Favreau, 2008 ; Grenier et Guitton-Philippe, 2010), de gestion de communs (Ostrom, 1990 ; Lapoutte, 2021) ou encore de développement des activités dans ce secteur (Marival, Petrella et Richez-Battesti, 2016).

Comme rappelé par le Comité économique, social et environnemental (CESE) en 2017 « la transition écologique et solidaire engage une profonde mutation de notre société qui implique, sur chaque territoire, l'ensemble des acteurs économiques, sociaux, culturels, tant privés que publics »¹. Ainsi, la question territoriale et locale des collectifs d'organisation qui se développent en faveur de la transition écologique et solidaire est un sujet d'actualité, qui interroge les places, rôles et fonctions du territoire dans le développement des collectifs et leur action en faveur de cette transition. Raulet-Croset (2014) met en évidence l'intérêt de considérer le territoire comme un objet de gestion, entre le territoire prescrit et le territoire construit. Le territoire est alors vu comme « un agencement territorial, connectant à l'échelle d'un espace donné un ensemble de ressources hétérogènes, aussi bien humaines que spatiales, ou encore liées à des technologies, à des compétences et à des connaissances » (Raulet-Croset, 2014, p. 48).

La gouvernance multi-parties prenantes (Ehlinger *et al.*, 2015), la gouvernance de territoire (Raulet-Croset et Amar, 2013) ainsi que les collectifs de l'ESS (Lacroix & Slitine, 2016) sont autant de thématiques cherchant à traiter la question de l'influence du territoire dans la transformation des formes organisationnelles, de leurs objets et leurs frontières pour faciliter l'implication progressive « dans un problème commun et d'en faire tous les acteurs d'une même action territoriale » (Michaux *et al.*, 2011, p. 129).

L'étude des collectifs d'organisations a jusqu'ici principalement porté sur les collectifs institués sous forme de méta-organisations, à une échelle géographique élevée (niveaux national ou international), et moins à l'échelle territoriale infranationale (Duprat, 2020 ; Gadille *et al.*, 2013). En même temps, parmi ces études, peu se sont intéressées à la façon dont les acteurs intègrent des enjeux propres à la transition écologique. Pourtant,

¹ Duchemin B. (2017), "La transition écologique et solidaire à l'échelon local", *Les avis du CESE, NOR : CESL1100024X*. Disponible sur : https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2017/2017_24_transition_ecologique.pdf



d'une part, sur le plan empirique, le phénomène s'avère important à l'échelon local, comme en témoigne le développement des contrats de transition écologique, des projets alimentaires territoriaux (Michel, 2020), des communautés d'énergies renouvelables, ou encore des projets de tourisme durable (Peyrache-Gadeau *et al.*, 2017). De surcroît, les enjeux liés à la transition écologique et solidaire appellent une gouvernance polycentrique et décentralisée (Bauwens et Mertens, 2018). D'autre part, cette montée en puissance se traduit sur le plan théorique par le développement de la littérature sur les méta-organisations engagées sur le plan social, comme les méta-organisations de la société civile (Laurent *et al.*, 2020), et sur le plan écologique et environnemental (Berkowitz et Bor, 2018 ; Berkowitz *et al.*, 2020 ; Carmagnac et Carbone, 2019). De ce fait, il nous paraît pertinent d'aborder et d'interroger les apports théoriques, méthodologiques et empiriques croisant à la fois le développement des collectifs d'organisation, leur positionnement à l'échelle territoriale locale et leur action envers la transition écologique et solidaire (Chabaud et Maurand-Valet, 2016).

Alors que la thématique de l'édition 2022 de la conférence de l'AIMS appelle à questionner « les nouvelles frontières d'un management en transition », nous souhaitons discuter du développement des collectifs d'organisations à l'échelle territoriale inscrits en faveur d'une transition écologique et solidaire. Les collectifs d'organisations, de plus en plus présents sur les territoires et prenant de multiples formes empiriques, amènent à questionner les formes d'organisation collective (méta-organisations, clusters d'innovation, tiers-lieux, réseaux territorialisés, etc.) et leur action sur, par et pour le territoire et sa transition, tant écologique que solidaire.

Plus particulièrement, nous identifions plusieurs thématiques à investiguer (liste non-exhaustive et non-limitative) :

- Les formes spontanées ou institutionnalisées d'action collective inter-organisationnelle territoriale : émergence, caractéristiques, hétérogénéité ;
- Les effets du territoire et de l'échelon local sur les formes d'organisation collective, et inversement ;
- Les freins et leviers des formes d'organisation collective pour la transition écologique et solidaire ;
- Les formes d'innovations en faveur de la transition écologique et solidaire et de la transformation des territoires développées par les collectifs d'organisations ;
- Les modèles de gouvernance socialement innovants développés pour faire face aux enjeux soulevés par la transition écologique et solidaire ;
- Les méthodologies associées à l'étude des collectifs d'organisations à l'échelle territoriale, dans une perspective interdisciplinaire ou participative.

Tous les types de contributions permettant d'enrichir la réflexion sur ces questions seront les bienvenus (théoriques, méthodologiques et empiriques).

Références :

- Ahrne, G. et N. Brunsson (2005), *Organizations and Meta-Organizations*, *Scandinavian Journal of Management*, 21(4), 429-449.
- Ahrne, G. et N. Brunsson (2008), *Meta-organizations*, Cheltenham: Edward Elgar Publishing.



- Astley, W. G. et C. J. Fombrun (1983), Collective Strategy: Social Ecology of Organizational Environments, *Academy of Management Review*, 8 : 4, 576-587.
- Bauwens T. et S. Mertens (2018), Economie sociale et gouvernance polycentrique de la transition, in Cassiers, I., K. Maréchal et D. Méda (dir.), *Vers une société post-croissance. Intégrer les défis écologiques, économiques et sociaux*. La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, 89-121.
- Berkowitz, H. et H. Dumez (2016), The Concept of Meta-Organization: Issues for Management Studies. *European Management Review*, 13 : 2, 149-156.
- Berkowitz, H. et S. Bor (2018), Why Meta-Organizations Matter: A Response to Lawton et al. and Spillman, *Journal of Management Inquiry*, 27 : 2, 204-211.
- Berkowitz, H., L. B. Crowder et C. M. Brooks (2020), Organizational Perspectives on Sustainable Ocean Governance: a Multi-Stakeholder, Meta-Organization Model of Collective Action, *Marine Policy*, 118, 104026.
- Besançon, E., S. Celle, N. Chochoy, G. Fontaine, T. Guyon et Y. Martell (2017), Les écosystèmes territoriaux d'innovation sociale en France. Les apports d'une approche institutionnaliste de l'innovation sociale appliquée aux PTCE, *Des émergences à la reconnaissance. Trajectoires d'innovation, 5e Colloque international du CRISES*.
- Carmagnac, L. et V. Carbone (2019), Making Supply Networks More Sustainable 'Together': the Role of Meta-Organisations, *Supply Chain Forum: An International Journal*, 20 : 1, 56-67.
- Chabaud, D. et A. Maurand-Valet (2016), Territoire, gouvernance et acteurs : 10 ans après les pôles de compétitivité, *Gestion 2000*, 33 : 2, 5-14.
- Duprat, L. (2020), *Favoriser la créativité organisationnelle des organisations créatives au sein d'une méta-organisation territorialisée : le cas de la Friche la Belle de Mai à Marseille*, Thèse de doctorat, Aix-Marseille Université.
- Dyer, J. H. et H. Singh (1998), The Relational View: Cooperative Strategy and Sources of Interorganizational Competitive Advantage, *Academy of Management Review*, 23 : 4, 660-679.
- Ehlinger, S., V. Perret et D. Chabaud (2015), Quelle gouvernance pour les réseaux territorialisés d'organisations ? *Revue française de gestion*, 41 : 253, 369-386.
- Favreau, L. (2008), *Entreprises collectives : Les enjeux sociopolitiques et territoriaux de la coopération et de l'économie sociale*, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gadille, M., D. G. Tremblay et A. Vion (2013), La méta-organisation territorialisée, moteur d'apprentissages collectifs, *Revue interventions Économiques. Papers in political economy*, 48.
- George, G., J. Howard-Grenville, A. Joshi et L. Tihanyi (2016), Understanding and Tackling Societal Grand Challenges Through Management Research. *Academy of Management Journal*, 59 : 6, 1880-1895.
- Grenier, C. et S. Guitton-Philippe (2010), Politiques publiques et innovation : proposition d'un modèle d'agir de l'innovation dans le champ sanitaire et social, *Management & Avenir*, 5 : 35, 194-209.
- Howard-Grenville, J. (2021), Grand Challenges, Covid-19 and the Future of Organizational Scholarship, *Journal of Management Studies*, 58 : 1, 254-258.
- Lapoutte, A. (2021), Résilience d'une méta-organisation : Le cas d'un commun de l'alimentation, *Annals of Public and Cooperative Economics*, 92 : 1, 79-100.
- Laurent, A., P. Garaudel, G. Schmidt et P. Eynaud (2020), Civil society meta-organizations and legitimating processes: The case of the addiction field in France, *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 31 : 1, 19-38.



- Leys, V. et P. Joffre (2014), Méta-organisations et évolution des pratiques managériales, *Revue française de gestion*, 4 : 241, 121-134.
- Marival, C., F. Petrella et N. Richez-Battesti (2016), Entre pressions institutionnelles et stratégies d'innovation : les formes de coopération entre associations de solidarité », in Gardin L et F. Jany-Catrice (dir.), *L'économie sociale et solidaire en coopérations*, Presses universitaires de Rennes, Rennes (Économie et société), 43-51.
- Markard, J., R. Raven et B. Truffer (2012), Sustainability Transitions: an Emerging Field of Research and its Prospects, *Research Policy*, 41 : 6, 955-967.
- Michaux, V., C. Defelix et N. Raulet-Croset (2011), Boosting Territorial Multi-Stakeholder Cooperation, Coordination and Collaboration : Strategic and Managerial Issues, *Management & Avenir*, 10 : 50, 122-136.
- Michel, S. (2020), Collaborative Institutional Work to Generate Alternative Food Systems, *Organization*, 27 : 2, 314-336.
- Ostrom, E. (1990), *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Peyrache-Gadeau, V., S. Rutter et J. Bélicard (2017), Innovation in Sustainable Tourism Projects in Alpine Resorts, in Kebir L., O. Crevoisier, P. Costa et V. Peyrache-Gadeau (Eds.), *Sustainable Innovation and Regional Development: Rethinking Innovative Milieus*, Cheltenham: Edward Elgar Publishing.
- Raulet-Croset, N. (2014), Le territoire comme objet de gestion, *Annales des Mines-Responsabilité et environnement*, 2 : 74, 48-52.
- Raulet-Croset, N. et L. Amar (2013), La responsabilité sociale autour des personnes âgées : la construction de gouvernances territoriales différenciées. Etude au travers du cas de la téléassistance, *Management & Avenir*, 1 : 59, 176-193.
- Dumez, H. et S. Renou (2020), *How Business Organizes Collectively: An Inquiry on Trade Associations and Other Meta-Organizations*, Cheltenham: Edward Elgar Publishing.
- Saniossian, J. (2020), *Le processus de création des méta-organisations multi-parties prenantes : le cas des pôles territoriaux de coopération économique (PTCE)*, Thèse de doctorat, Université Lille 1.
- Scaillerez, A. et D. G. Tremblay (2017), Coworking, fab labs et living labs. État des connaissances sur les tiers lieux, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, 34.
- Slitine, R. et G. Lacroix (2016), *L'économie sociale et solidaire*, Que sais-je ? n° 4070, Paris : Presses Universitaires de France.
- Valiorgue, B. et X. Hollandts (2020), La contribution des administrateurs à la fabrique d'une gouvernance démocratique et stratégique dans les coopératives agricoles, le cas Limagrain, *Management international*, 24 : 4, 125-136.